

20211115 Le Monde

https://www.lemonde.fr/politique/article/2021/11/15/la-crise-bielorusse-s-invite-dans-la-campagne-presidentielle-en-france_6102084_823448.html

La crise biélorusse s'invite dans la campagne présidentielle en France

L'afflux de milliers de réfugiés à la frontière orientale de l'Europe replace l'enjeu des questions migratoires et des relations avec la Russie de Poutine dans l'élection de 2022.

Par [Philippe Ricard](#), [Franck Johannès](#), [Sarah Belouezzane](#), [Ivanne Trippenbach](#) et [Laurent Telo](#)

Article réservé aux abonnés



Des soldats et des policiers polonais surveillent les migrants à la frontière biélorusse, le 12 novembre 2021.
HANDOUT / VIA REUTERS

Jean-Yves Le Drian devait exprimer, lundi 15 novembre, lors d'une réunion avec ses homologues de l'Union européenne (UE), « *la solidarité totale de la France avec la Pologne, la Lituanie et la Lettonie face à l'instrumentalisation inacceptable des flux migratoires par le régime biélorusse* ». Dans l'espoir de faire cesser ces opérations considérées aussi à Paris comme relevant d'une « *guerre hybride* », le ministre de l'Europe et des affaires étrangères devait soutenir l'adoption d'un cinquième paquet de sanctions européennes contre Minsk, a fait savoir le Quai d'Orsay, dimanche 14 novembre.

Même si Paris ne pointe pas directement du doigt la responsabilité de la Russie dans la crise actuelle – à la différence du gouvernement polonais –, la question a été évoquée avec Moscou, [lors d'une rencontre, vendredi](#), entre Jean-Yves Le Drian, Florence Parly, la ministre des armées, et leurs homologues russes.

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Les Européens s'alarment de la crise migratoire organisée par la Biélorussie](#)

Depuis août 2020, la France a pleinement soutenu les quatre trains de sanctions européennes contre Minsk ; Paris critique la stratégie « *brutale* » et systématique de répression du régime, et déplore les « *actes de déstabilisation* » de la Biélorussie dans les pays voisins.

[L'ambassadeur français en poste dans la capitale biélorusse, Nicolas de Bouillane de Lacoste, a dû rentrer le 17 octobre en France](#), sous le prétexte officiel de n'avoir pas présenté ses lettres de créance au président Alexandre Loukachenko, dont Paris ne reconnaît pas la réélection.

En France, la crise biélorusse réveille des clivages anciens. Pour la droite, c'est toute la politique extérieure européenne qui se joue sur la frontière polonaise ; pour l'extrême droite, c'est bien la preuve que « *l'immigration est une forme de guerre* ». Pour les Verts, il est clair que la Russie tente « *d'organiser une guerre aux frontières de l'Europe* ».

« Un test pour l'Europe », selon Damien Abad

François-Xavier Bellamy, le chef de file du parti Les Républicains (LR) à Bruxelles, a volé le 10 novembre au secours d'une Pologne régulièrement décriée pour son traitement de la crise des migrants. Ce qui se joue aux frontières de l'UE est pour lui un problème collectif : « *A l'est de l'Europe, la dictature biélorusse est en train d'organiser une crise migratoire. Ceci n'est pas le problème de la Pologne, c'est notre problème. Si nous ne l'aidons pas, nous n'avons pas d'avenir.* »

Damien Abad, le président du groupe LR à l'Assemblée nationale, estime lui aussi que « *la méthode du président de la Biélorussie est ignoble* ». Elle vise « *à instrumentaliser la détresse d'hommes et de femmes et à provoquer une catastrophe humanitaire à nos portes, voire une crise diplomatique de plus grande ampleur* » et c'est pour lui « *un véritable test pour l'Europe* ». Il prévient : « *Si l'UE est incapable de protéger les peuples européens, et en premier lieu ses frontières face aux mouvements migratoires, alors elle disparaîtra.* »

Lire aussi [Biélorussie : ne pas céder au chantage de Loukachenko](#)

Bruno Retailleau, le président du groupe LR au Sénat, y voit lui aussi un « *test décisif* ». « *Après le sultan néo-ottoman [le président de la Turquie, Recep Tayyip Erdogan], c'est au despote de Minsk de recourir au chantage inhumain de l'immigration, juge-t-il. L'Europe joue gros. Et elle doit tenir bon. Ses valeurs sont en jeu, mais aussi sa volonté de se défendre, de défendre ses frontières et ce que nous sommes comme civilisation.* » Guillaume Larrivé, député LR de l'Yonne, propose, lui, de saisir la Cour pénale internationale contre le régime de Minsk.

Pour la droite, la crise vient illustrer des faiblesses qu'elle estime pointer depuis des années. « *Nous avons sur les bras un double problème : la dépendance énergétique, gazière, européenne et la politique d'accueil et de circulation des migrants*, affirme Julien Aubert, député LR de Vaucluse. *Généralement, le premier problème touche plus l'Europe de l'Est et l'autre, celle du Sud. Ici, pour la première fois, on a une superposition des deux enjeux.* » Il ne s'agit pas pour lui de céder au régime biélorusse, mais il estime que la crise souligne « *notre incapacité à nouer des relations apaisées avec le monde russe* » et il s'inquiète « *des limites d'une analyse purement faite en termes de droits de l'homme* ».

Embarras de l'extrême droite

L'extrême droite nourrit elle aussi depuis longtemps une certaine mansuétude pour la Russie, et l'éventuel rôle de Vladimir Poutine, l'unique soutien d'Alexandre Loukachenko, dans la crise biélorusse se révèle embarrassant.

Eric Zemmour, qui souhaite « *tendre la main à la Russie* » et rechercher avec elle « *une alliance privilégiée* », en est un peu ennuyé. « *S'il y a la main de Poutine derrière, j'en serai peiné et offensé* », a dit, vendredi, le presque candidat en meeting à Bordeaux, *mais je pense que c'est la conséquence de nos actions à nous, nos actions agressives contre la Russie, nos sanctions imbéciles.* » Marine Le Pen estime de son côté que « *ce serait bien* » que le dirigeant russe intervienne auprès de Loukachenko : « *L'UE finira par demander à la Russie d'user de son influence pour que la Biélorussie cesse d'utiliser les migrants comme une arme politique... J'espère qu'il le fera.* » Mais la candidate du Rassemblement national (RN) à la présidentielle a ajouté : « *Le moins que l'on puisse dire, c'est que nous n'avons pas les relations diplomatiques avec la Russie qui nous permettent de lui demander grand-chose.* »

Lire notre récit : Article réservé à nos abonnés [La Biélorussie orchestre l'arrivée de migrants par charters pour faire pression sur l'Europe](#)

Pour Marine Le Pen, il faut en tout cas « *défendre les frontières de l'Europe* », et elle souhaite que la France envoie des renforts pour aider la Pologne. Mais le RN s'est d'abord illustré par une pénible polémique, le 11 novembre, sur le plateau de BFM-TV. Interrogé sur le fait de savoir s'il fallait laisser mourir de froid 2 000 migrants derrière les barbelés, Julien Odoul, l'un des porte-parole du parti d'extrême droite, a répondu à deux reprises : « *Mais bien sûr que oui.* » Relancé une troisième fois, il s'est toutefois repris : « *Non, on ne les laisse pas mourir de froid, on les laisse en dehors des frontières de l'Europe.* » Marine Le Pen a dû revenir sur les propos de son porte-parole, le lendemain, assurant qu'il « *n'écoutait pas* » à ce moment-là.

« *C'est le travail du Haut-Commissariat aux réfugiés de s'attacher à ce que ces gens ne souffrent ni de la faim ni du froid* », a estimé M^{me} Le Pen [au salon du « made in France », à Paris](#). Elle s'en remet à l'agence onusienne pour « *ramener [les migrants] dans leur pays d'origine* ». « *Ce qu'il ne faut pas faire, c'est ouvrir la frontière européenne* », a-t-elle répété.

Jadot y voit la main de Poutine

Andréa Kotarac, président du groupe RN au conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, juge qu'« *on accuse Poutine tout le temps, mais l'UE a lancé la première pierre* ». S'il souhaite une désescalade, il va jusqu'à comparer l'opération orchestrée par Minsk aux sauvetages des ONG en mer : « *SOS Méditerranée favorise de fait la déstabilisation de l'Europe en amenant des migrants, c'est la même chose.* »

Eric Zemmour y a vu, lors de son meeting bordelais, une confirmation de ses thèses sur l'immigration. « *Quand je dis que l'immigration, c'est une forme de guerre, je pense que c'est clair pour tout le monde* », a déclaré le polémiste. *Evidemment que des mouvements de population aussi nombreux s'apparentent à une forme de guerre, depuis toujours, d'ailleurs. Maintenant, il y a, en plus, des Etats qui manipulent ces mouvements.* »

Lire aussi Article réservé à nos abonnés [Immigration et « identité nationale » : deux projets parallèles à l'extrême droite](#)

A gauche, Jean-Luc Mélenchon, a estimé lui aussi dans *Le Figaro* du 11 novembre que les sanctions contre la Russie n'avaient « *aucun sens* ». Il ne croit d'ailleurs pas « *à une attitude agressive de la Russie ni de la Chine* ». Sur la situation à la frontière polonaise, le chef de file de La France insoumise (LFI) a tweeté que « *si la France veut obtenir la médiation russe contre les méthodes indignes du tyran biélorusse, elle ne doit pas menacer Moscou. Politique de gribouille* ».

Pour [Yannick Jadot, le candidat d'Europe Ecologie-Les Verts](#), la crise à la frontière « *est absolument dramatique. On a d'un côté une dictature qui met en danger de mort des hommes, des femmes et des enfants, simplement pour servir une revanche sur l'UE ; et de l'autre côté, une UE prête à ériger des murs, des barbelés pour des personnes qui sont en train de mourir de froid* ». Pour le chef de file des Verts, l'Europe ne doit pas se laisser impressionner par le dictateur Loukachenko, mais elle a la responsabilité de sauver ces migrants.

« *On sait parfaitement que la Russie – et Poutine – est derrière Loukachenko*, reprend Yannick Jadot. *C'est toujours drôle de voir les extrêmes droites françaises qui ont Poutine comme mentor jouer avec la vie de femmes et d'hommes. On sait depuis des années que Poutine veut la désintégration de l'Europe, il ne veut pas d'une UE puissante, qui pourrait défendre la démocratie aux frontières de la Russie.* »

Philippe Ricard, Franck Johannès, Sarah Belouezzane, Ivanne Trippenbach et Laurent Telo